PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS
AU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
À LA SUITE DE L'ADOPTION DU
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE
DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Que l'article 8.5 du *Règlement de l'Assemblée nationale* soit modifié par l'ajout, après le mot « accompagné », des mots « du commissaire à l'éthique et à la déontologie ou, en cas d'empêchement, » ;

L'article 8.5 se lirait ainsi :

« 8.5. Dépouillement du vote – Le secrétaire général, accompagné du commissaire à l'éthique et à la déontologie ou, en cas d'empêchement, du juriste, procède au dépouillement du vote à l'extérieur de la Chambre. Après l'élection du président, il détruit les bulletins, ainsi que tout registre du nombre de voix recueillies par chaque candidat.

Les personnes présentes lors du dépouillement du vote ne doivent pas divulguer le nombre de voix recueillies par les candidats. »

Que l'article 294 du *Règlement de l'Assemblée nationale* soit modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Un organisme public est un organisme dont l'Assemblée nationale, le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État » ;

L'article 294 se lirait ainsi :

« 294. Examen en commission – Chaque commission examine annuellement les orientations, les activités et la gestion d'au moins un organisme public soumis à son pouvoir de surveillance.

Un organisme public est un organisme dont l'Assemblée nationale, le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État.

Le choix des organismes se fait conformément à l'article 149. À défaut d'accord, la Commission de l'Assemblée nationale désigne les organismes qui seront entendus. »

PROPOSITION DE MODIFICATION
AU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CONCERNANT LE DÉLAI DE TRANSMISSION D'UN PRÉAVIS
POUR LES AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

QUE le premier alinéa de l'article 97.1 du *Règlement de l'Assemblée nationale* soit modifié par le remplacement des mots « trois heures avant la période des affaires courantes » par les mots « à 12 heures le jour ».

Le premier alinéa de l'article 97.1 se lirait ainsi :

« **97.1. Préavis** – Le député qui désire présenter une motion dans le cadre des débats sur les affaires inscrites par les députés de l'opposition doit, au plus tard à 12 heures le jour de la séance qui précède ces débats, transmettre un préavis pour inscription au feuillet.»

PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DE CONCORDANCE

AU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

À LA SUITE DE L'ADOPTION DU

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Que l'article 316 du *Règlement de l'Assemblée nationale* soit modifié par la suppression du paragraphe 1° et par le remplacement, au paragraphe 3°, des mots « aux paragraphes 1° ou 2° » par les mots « au paragraphe 2° ou au *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale* » ;

L'article 316 se lirait ainsi :

«316. Motifs – Par une telle motion, un député peut :

1° supprimé;

2° reprocher à un autre député d'avoir porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres;

3° mettre en cause un acte accompli par un membre du Parlement dans le cadre de ses fonctions, sans qu'il s'agisse d'une situation visée au paragraphe 2° ou au *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*. »

Que l'article 317 du *Règlement de l'Assemblée nationale* soit modifié par la suppression des mots « d'incompatibilité de fonctions ou de conflit d'intérêts, ou » ;

L'article 317 se lirait ainsi :

«317. Annonce de la motion – Lorsqu'il s'agit d'atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres, le député doit d'abord signaler une violation de droit ou de privilège et annoncer ensuite son intention de présenter une telle motion. »

Que l'article 323 du *Règlement de l'Assemblée nationale* soit modifié par la suppression des mots « d'incompatibilité ou de conflit d'intérêts, ni » et par l'ajout, après le mot « membres », des mots « ni d'une situation visée au *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale* » ;

L'article 323 se lirait ainsi :

«323. Non-convocation de la Commission de l'Assemblée nationale – Lorsqu'il s'agit d'un acte accompli par un membre du Parlement dans le cadre de ses fonctions, mais sans qu'il s'agisse d'atteinte aux droits ou privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres ni d'une situation visée au *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*, l'Assemblée peut se prononcer sans convoquer la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion ne peut être amendée ni scindée.»

**MOTION PROPOSANT D'ADOPTER LES MODIFICATIONS
AU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

« Que le Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié par les dispositions contenues dans les documents intitulés *Propositions de modifications au Règlement de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*, *Proposition de modification au Règlement de l'Assemblée nationale concernant le délai de transmission d'un préavis pour les affaires inscrites par les députés de l'opposition* et *Propositions de modifications de concordance au Règlement de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*;

« Que les modifications contenues aux documents *Propositions de modifications au Règlement de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale* et *Proposition de modification au Règlement de l'Assemblée nationale concernant le délai de transmission d'un préavis pour les affaires inscrites par les députés de l'opposition* entrent en vigueur immédiatement;

« Que les modifications contenues au document *Propositions de modifications de concordance au Règlement de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale* entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur des articles 10 à 36 du *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*;

« Que ces modifications soient rapportées au procès-verbal de l'Assemblée nationale comme faisant partie de la présente motion. »